

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20240207-DEC-DACA0100 EN DATE DU 21 FEV. 2024
PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE DE
LA SAS ROFFAT LIEU-DIT « ESTROPY » SUR LA COMMUNE DE PUYGIRON**

**Le Préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur**

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme

VU l'arrêté préfectoral n°2014174-0009 du 23 juin 2014 autorisant la SAS ROFFAT à exploiter une carrière de roches massives calcaires sur le territoire de la commune de Puygiron au lieu-dit « Estropy » sur une superficie de 8,5 ha pour une durée de 7 ans ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 février 2021 portant prolongation d'exploiter la carrière de la SAS ROFFAT lieu-dit « Estropy » sur la commune de Puygiron ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2022 portant prolongation d'exploiter la carrière de la SAS ROFFAT lieu-dit « Estropy » sur la commune de Puygiron ;

VU l'arrêté préfectoral n° 20230124-DEC-DACA0062 portant prolongation d'exploiter la carrière de la SAS ROFFAT lieu-dit « Estropy » sur la commune de Puygiron ;

VU la demande présentée le 29 janvier 2024 par la SAS ROFFAT concernant la prolongation de 6 mois de la durée d'exploitation de la carrière précitée, dans les limites autorisées par l'arrêté d'autorisation n°2014174-0009 du 23 juin 2014 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 février 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 13 février 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 19 février 2024 ;

CONSIDÉRANT que les réserves de matériaux de la carrière de Puygiron n'ont pas été totalement exploitées ;

CONSIDÉRANT que la demande de prolongation est sollicitée pour une durée de 6 mois et que la durée totale d'exploitation n'excédera pas 30 ans ;

CONSIDÉRANT que la société souhaite poursuivre son activité, le temps de l'instruction de la procédure d'autorisation environnementale relative au projet de renouvellement et d'extension de sa carrière ;

CONSIDÉRANT la diminution de la production maximale autorisée qui reste à 110 000 tonnes par an ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation se fera dans les mêmes conditions et limites que celles prévues par l'arrêté d'autorisation actuel ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Le demandeur entendu ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de la Drôme

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Prolongation d'exploitation

La SAS ROFFAT est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de roches massives calcaires sur le territoire de la commune de Puygiron, au lieu-dit « Estropy » jusqu'au 23 septembre 2024.

L'exploitation sera menée suivant les prescriptions de l'arrêté n° 2014174-0009 du 23 juin 2014 modifié par les prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Garanties financières

Les garanties financières seront maintenues jusqu'à leur levée par arrêté préfectoral après consultation du maire de la commune de Puygiron.

Leur montant s'élève à :

Période 2023-2024	158 398,00 €
-------------------	--------------

Article 3 : Délais et recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 4 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Puygiron pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de Puygiron fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Puygiron, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS ROFFAT.

Fait à Valence, le **21 FEV. 2024**

Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

